

démocratie canadienne à son droit de rester au pouvoir?

J'ai l'intention de demander à tous les partisans du parti libéral comment ils peuvent adhérer à un parti qui appuie cette mesure. Comment peuvent-ils considérer ce parti comme capable des réalisations nécessaires les meilleures pour le pays. Chacun des membres du parti libéral devra se demander s'il veut appartenir à un parti évidemment déterminé à détruire la responsabilité gouvernementale. Il devra se demander s'il veut continuer à appartenir à un parti qui ne croit pas à la démocratie, mais seulement à la conservation du pouvoir. Certains croient qu'un despotisme bienveillant constitue l'idéal pour notre pays. Le passé prouve le contraire. Jusqu'ici, je n'ai jamais rencontré un libéral rallié à la politique du gouvernement actuel, qui m'ait convaincu que le gouvernement a agi dans l'intérêt du pays. C'est très beau d'être au pouvoir, mais un parti ne doit pas s'engager à faire n'importe quoi, aux dépens du pays, pour s'y maintenir. On doit appuyer son propre parti s'il est entendu qu'il servira au mieux l'intérêt du pays et que cet objectif aura priorité sur le pouvoir.

**M. Brewin:** Monsieur le président, je voudrais parler d'un aspect particulier des problèmes financiers du Canada, et proposer au comité et au gouvernement une solution de rechange aux propositions fiscales que nous discutons et auxquelles les membres de notre parti s'opposent pour les raisons énoncées par le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles.

Sauf erreur, l'objectif des projets financiers du gouvernement est d'équilibrer ses recettes et ses dépenses et de prévenir les effets inflationnistes de ses déficits. Évidemment, ce but peut être atteint par une augmentation des recettes ou par une réduction des dépenses. Ce qui accroche dans le premier moyen, du moins sous la forme où il a été présenté au comité, c'est qu'une telle augmentation créerait du chômage et qu'elle pourrait bien stimuler la hausse des prix. Quant à une réduction inconsiderée des dépenses gouvernementales, elle pourrait aussi créer des difficultés et elle réduirait la productivité si on l'appliquait aux services gouvernementaux qui créent des conditions susceptibles d'accroître la productivité.

Il y a un domaine des dépenses où le gaspillage est manifeste, et j'aimerais y attirer l'attention du ministre et, dans la mesure de mes moyens, celle de la population canadienne. C'est un domaine considéré depuis longtemps comme sacro-saint, mais que tout

gouvernement désireux de s'occuper efficacement des pressions inflationnistes doit étudier attentivement. Je parle des crédits énormes consacrés en pure perte à des systèmes de défense désuets. Nous consacrons à la défense 1,600 millions de dollars par année, et les prévisions budgétaires de 1967-1968 dépassent 1,700 millions.

Permettez-moi de rappeler au comité et au gouvernement qu'une partie de ces 1,700 millions de dollars est consacrée à des systèmes de défense complètement inutiles, qui ne parent à aucune menace véritable et qui devraient être abandonnés. Plusieurs députés font preuve de cette sagesse traditionnelle —peut-être devrait-on dire cette folie traditionnelle—dont une des manifestations consiste à rejeter le moucheron pour avaler le chameau: par exemple on passera au peigne fin les crédits destinés aux services de santé des Esquimaux du grand Nord, tandis qu'on approuve d'immenses crédits à une défense d'une utilité douteuse contre des menaces éloignées, voire inexistantes. Nous devrions, je pense, nous libérer de la fascination qu'exercent des systèmes de défense qui n'ajoutent rien à notre sécurité, mais qui nous accablent au point qu'il faille y affecter des crédits qu'il serait urgent de consacrer à des programmes nécessaires à l'expansion de l'économie.

Permettez-moi d'illustrer cela. Depuis 1958, le Canada a dépensé aux environs de 130 millions de dollars par an pour le NORAD, en vue d'assurer un système efficace de défense contre la menace présumée de bombardiers pilotés en provenance de l'URSS. Le total des dépenses du Canada consenties en faveur du NORAD dépasse certainement aujourd'hui le milliard. Le gouvernement a l'intention de poursuivre ces dépenses bien que leur objet soit manifestement dépassé. Quand j'ai exprimé ces vues au comité des affaires extérieures et de la défense, le ministre de la Défense nationale a dit que c'était là mon opinion personnelle. Ce l'est, en effet, mais c'est aussi celle d'experts de la défense et des questions militaires.

En 1966, M. McNamara, l'ex-secrétaire à la Défense aux États-Unis a tenu des propos, que je recommande à l'attention des membres du gouvernement qui trouvent bon de ne pas écouter en ce moment, mais qui y prêteront peut-être quelque attention dans l'avenir:

Notre système de défense contre les bombardiers pilotés a été conçu il y a dix ans, alors que l'on prévoyait que l'URSS était en train de mettre sur pied une force capable d'attaquer les États-Unis avec des centaines voire des milliers de bombardiers à long rayon d'action. Cette menace s'est dissipée.